

# L'Espagne vit une crise économique à part

La Commission européenne n'attend pas le retour de la croissance dans ce pays avant 2011.



Chantier immobilier à l'arrêt dans la région de Burgos en avril 2009.

PAR ÉLODIE CUZIN, À MADRID

« *Espagne est différente* », affirmait le régime franquiste pour attirer les touristes sur la péninsule. « *Aujourd'hui, nous le sommes à nouveau* », s'amuse, légèrement amer, José Antonio Herce, responsable du département économie d'Analistas Financieros Internacionales (AFI). Entrée plus tôt et plus brutalement dans la crise économique que la plupart de ses voisines, l'Espagne devrait en sortir plus tard, selon les prévisions de la Commission européenne.

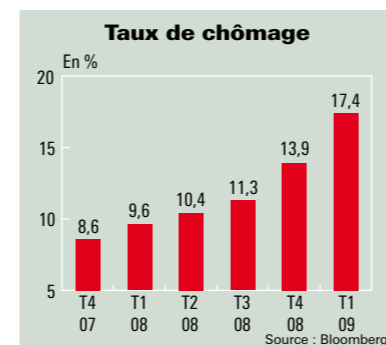
« *La croissance espagnole s'appuyait fortement sur l'immobilier ; or au moment même où ce moteur s'épuisait, la crise financière mondiale a frappé et rendu l'atterrissage encore plus brutal* », analyse Pablo Vázquez, directeur exécutif de la Fondation d'études d'économie appliquée (Fedea). Fortement endettés dans un pays où l'on épargnait peu, les professionnels de l'immobilier et de la construction se sont retrouvés pris à la gorge par l'assèchement des marchés de capitaux internationaux. La chute a été rapide : face aux 670.000 permis de construire dans le résidentiel distribués en 2006, on n'en recensait plus que 270.000 en 2008. Un coup fatal pour un pays où l'immobilier et la construction représentaient un emploi sur cinq créés au début des années 2000.

Il y a dix-huit mois, peu avant les dernières élections législatives qui ont reconduit José Luis Rodríguez Zapatero au pouvoir, le taux de chômage s'affichait en dessous de

9 % de la population active. Le PIB augmentait alors de 3,8 % par an et le pays jouissait d'un excédent budgétaire. L'Espagne est aujourd'hui en récession, son PIB a chuté de 2,9 % au premier trimestre en glissement annuel et le « *superavit* » s'est transformé en un déficit budgétaire qui pourrait dépasser 8 % cette année. *Aficionado* des records, notre voisin n'est plus le brillant acteur européen qui créait plus d'emplois que la France, l'Allemagne et l'Italie réunies. Le taux de chômage atteint aujourd'hui 17,4 % et pourrait dépasser les 20 % d'ici à 2010. Le seuil des 4 millions de chômeurs a été franchi en avril. Après une inflation record en 2008, on relève aujourd'hui la première évolution négative en glissement annuel des prix depuis 1961. Mais c'est la hausse vertigineuse des impayés qui fait surtout frémir les économistes, et les banques (*lire l'encadré*). A 36,15 milliards, ils sont 2,5 fois plus élevés qu'il y a un an.

## Un marché du travail dual

Dans ce contexte, la faible grogne sociale s'explique en partie par le traditionnel tissu familial servant d'amortisseur aux chômeurs, par la résurgence de l'économie souterraine, qui représenterait jusqu'à un cinquième de l'économie, mais surtout par la faible représentation syndicale d'une grande partie des nouveaux chômeurs. « *Les mêmes causes expliquent aussi bien la dégradation actuelle que le nombre spectaculaire de créations d'emplois des années précédentes*, explique José Antonio Herce. *Notre marché du travail est extrêmement segmenté, avec des travailleurs aux emplois*



« *stables mieux rémunérés face à une grande poche d'employés temporaires qui travaillent principalement dans des secteurs de basse ou moyenne productivité. Quand les choses vont mal, ce sont ces emplois que l'on détruit.* » Principales victimes de cette précarisation de l'emploi, essentiellement des femmes, des jeunes et des immigrés. « *Le marché est très instable, on ajuste la quantité et non les salaires, en gardant finalement les employés*

## L'AVIS DE...

Rafael Doménech, chef économiste Europe de BBVA



« *Le pays se démarque sur le plan du chômage* »

### La rapidité de la détérioration économique en Espagne a-t-elle surpris ?

Nous étions tous conscients que ce modèle de croissance arrivait en bout de course. Mais l'ajustement de l'économie espagnole a été amplifié par la crise internationale, et la vigueur de la correction a surpris. Il faut toutefois nuancer : la détérioration de l'activité correspond en ce moment à celle de la plupart des autres pays européens. Nos prévisions pour 2009 montrent même que la contraction pourrait être moins intense qu'au Royaume-Uni ou en Allemagne. Le pays se démarque cependant sur le plan du chômage.

### Comment s'explique un niveau de chômage si élevé ?

Pour chaque point de contraction du PIB, le taux de chômage augmente d'un quart de point en Allemagne contre 1,5 point en Espagne. Pour comprendre ce phénomène, il faut avoir en tête la grande proportion d'employés embauchés sous contrat temporaire : 30 % au début de cette crise, soit près du double de chez nos voisins européens. Or, ce sont eux qui sont les plus affectés par la crise. Si l'on prend 100 employés permanents, seuls 5 ont été licenciés ces dix-huit derniers mois contre 32 pour les emplois temporaires. La négociation salariale est en outre peu

sensible à la productivité de l'entreprise et à l'état du marché du travail.

### Quel est l'impact de ce marché du travail dual ?

Il y a plusieurs effets pervers sur l'économie : les entreprises comptant le plus d'employés temporaires sont moins productives car ni elles, ni les travailleurs ne ressentent le besoin d'améliorer leur formation. D'autre part, l'accès au crédit des temporaires est plus difficile et vu leur précarité, ils retardent les achats de biens durables... Cela affecte même la décision d'avoir des enfants (*1,4 enfant par femme en 2007, NDLR*).

### Quelle est la voie pour une sortie de crise ?

Des réformes structurelles dans l'éducation ou la recherche et le développement sont essentielles mais elles tarderont à faire sentir leurs effets. D'autres réformes profondes pourraient accompagner plus rapidement la reprise cyclique : stabiliser le marché du travail, en sensibilisant notamment les salaires aux conditions économiques des entreprises. Nous devrions aussi intégrer la directive des services de manière ambitieuse pour réduire les coûts administratifs, faciliter la création d'entreprises et assurer de meilleures conditions de concurrence sur le marché intérieur.

### Le PIB s'est contracté de 1,8 % au premier trimestre par rapport au précédent

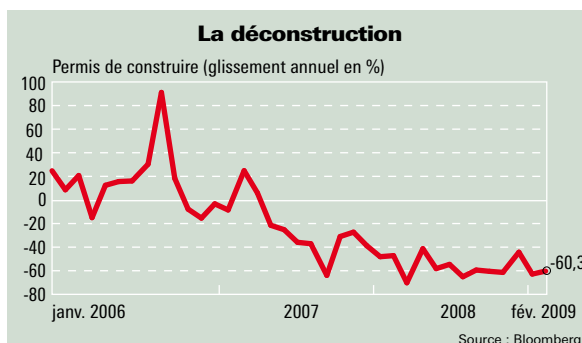
« *les plus difficiles à licencier* », ajoute Pablo Vázquez. Le chômage structurel est de plus en plus une constante en Espagne. « *Même au sommet du boom, en 2006, on dénombrait encore 2 millions de demandeurs d'emploi* », rappelle José Carlos Díez, économiste en chef d'Intermoney.

La situation pousse les organisations patronales et de nombreux économistes à conseiller une « *harmonisation* » des contrats qui rapprocherait les différents coûts

## Les prix immobiliers ont baissé de 30 % depuis 2006

de licenciements. Mais le gouvernement s'y refuse catégoriquement. S'adressant récemment aux députés lors d'un grand débat annuel, le Premier ministre José Luis Zapatero a répété qu'il ne « *faciliterait pas les licenciements* », avant d'affirmer que les difficultés actuelles ne venaient pas de la législation du travail mais du « *modèle productif* ». Il a annoncé à cette occasion de nouvelles mesures visant surtout à relancer les ventes dans l'immobilier et l'automobile et qui, si elles sont adoptées par l'Assemblée, viendront s'ajouter aux plus de 50 milliards déjà dépensés en stimulus, un record en Europe. Nombreux sont ceux qui augurent que l'on constatera les effets positifs de cet effort dès le deuxième trimestre. « *Mais je crois qu'après l'automne, la situation rechutera* », prévient Pablo Vázquez.

Ce panorama pourrait se prolonger plus tard que dans la plupart des autres pays de la zone euro. Selon les dernières prévisions de la



Commission européenne, l'Espagne ne retrouvera pas de croissance positive avant au moins 2011, soit après l'Allemagne où l'on prévoit pourtant une contraction bien supérieure du PIB cette année, avec -5,4 % contre -3,2 % en Espagne.

Une projection que contredit José Carlos Díez, pour qui l'Espagne est au contraire mieux placée que son partenaire germanique, vu la dépendance allemande à la demande externe, pour renouer avec des chiffres positifs. « *Tous les déséquilibres qui ont mené l'Espagne à vivre un ajustement si brutal sont déjà en train de se corriger*, explique-t-il. *Le cycle de l'immobilier a commencé à se modérer dès 2006 et depuis, les prix ont perdu au moins 30 %, soit la surévaluation que dénonçait la Banque*

**98 %  
des prêts  
immobiliers  
sont  
à taux variables.**

## Une crise bancaire... à part aussi

Contrairement à la plupart de leurs voisines européennes, les banques espagnoles résistent encore relativement bien à l'explosion de la bulle immobilière combinée à la crise financière internationale. Il est vrai qu'elles ont pu s'appuyer sur un système de provisions génériques et anticycliques mis en place en 2000 par la Banque d'Espagne (BDE). Critiquées à l'époque par ses partenaires européens, ces normes sont aujourd'hui citées en exemple. « *La BDE a délibérément choisi les standards les plus stricts, tous les autres pays auraient pu*

*faire de même* », souligne José Antonio Herce, responsable du département économie d'Analistas Financieros Internacionales. Reste que les difficultés s'accroissent à mesure que la crise se prolonge. Les caisses d'épargne espagnoles, très morcelées, politisées et fortement exposées au secteur de la construction, sont les plus vulnérables. Une première, Caja Castilla-La-Mancha (photo), a dû être sauvée en urgence en mars. La Banque d'Espagne vient de publier des prévisions inquiétantes concernant les



entités financières du pays, assombries par « *les difficultés sur les marchés financiers* », la durée et l'intensité de « *la détérioration de l'économie réelle* ». La banque centrale les encourage vivement à « *rationaliser* » leurs coûts, par le biais de fusions si nécessaire.

d'Espagne. » La dernière initiative du gouvernement - supprimer la déduction fiscale du prêt immobilier en 2011 - devrait accélérer ces prochains mois l'écoulement du stock d'inventaires évalué entre 800.000 et un million de logements.

### Baisse des taux d'intérêt

La consommation des ménages devrait recevoir le soutien de la baisse des taux d'intérêt orchestrée par la Banque centrale européenne (BCE) dans un pays où 98 % des prêts immobiliers sont à taux variables et dont les mensualités sont en train de diminuer. « *Une famille avec un prêt moyen pourrait voir ses revenus augmenter de 10 % cette année* », avance José Carlos Díez qui insiste sur le fait qu'il reste en Espagne une poche de consommateurs - jeunes et immigrants - qui n'a pas encore épuisé sa capacité d'achats de biens durables. « *Véritable antidote à la dépression économique, c'est cette consommation interne qui nous différencie des autres.* » L'économiste nie toutefois être d'un optimisme de fer. « *Il nous reste à mener d'importantes réformes structurelles pour éviter une croissance faible.* »

Il rejoint sur ce point la grande majorité des analystes, bien plus pessimistes à court terme. Pourtant intitulés « *Mesures pour un nouveau modèle de croissance* », les derniers plans annoncés par le gouvernement n'ont d'ailleurs pas convaincu au niveau du long terme. Un secteur sera-t-il capable de prendre la relève de la construction ? L'Espagne peut se targuer de plusieurs points forts. Elle figure parmi les leaders mondiaux dans les énergies renouvelables, le « *retail* » textile, la gestion de concessions aéroportuaires et d'autoroutes, le système financier et le tourisme. Les observateurs attendent toutefois du gouvernement des mesures du côté du marché de l'emploi, de l'harmonisation du marché interne et de l'éducation. Les trois plus grandes écoles de commerce privées ont beau parader en tête des classements internationaux des grandes écoles, l'Espagne détient le record de l'OCDE de l'échec scolaire. ■